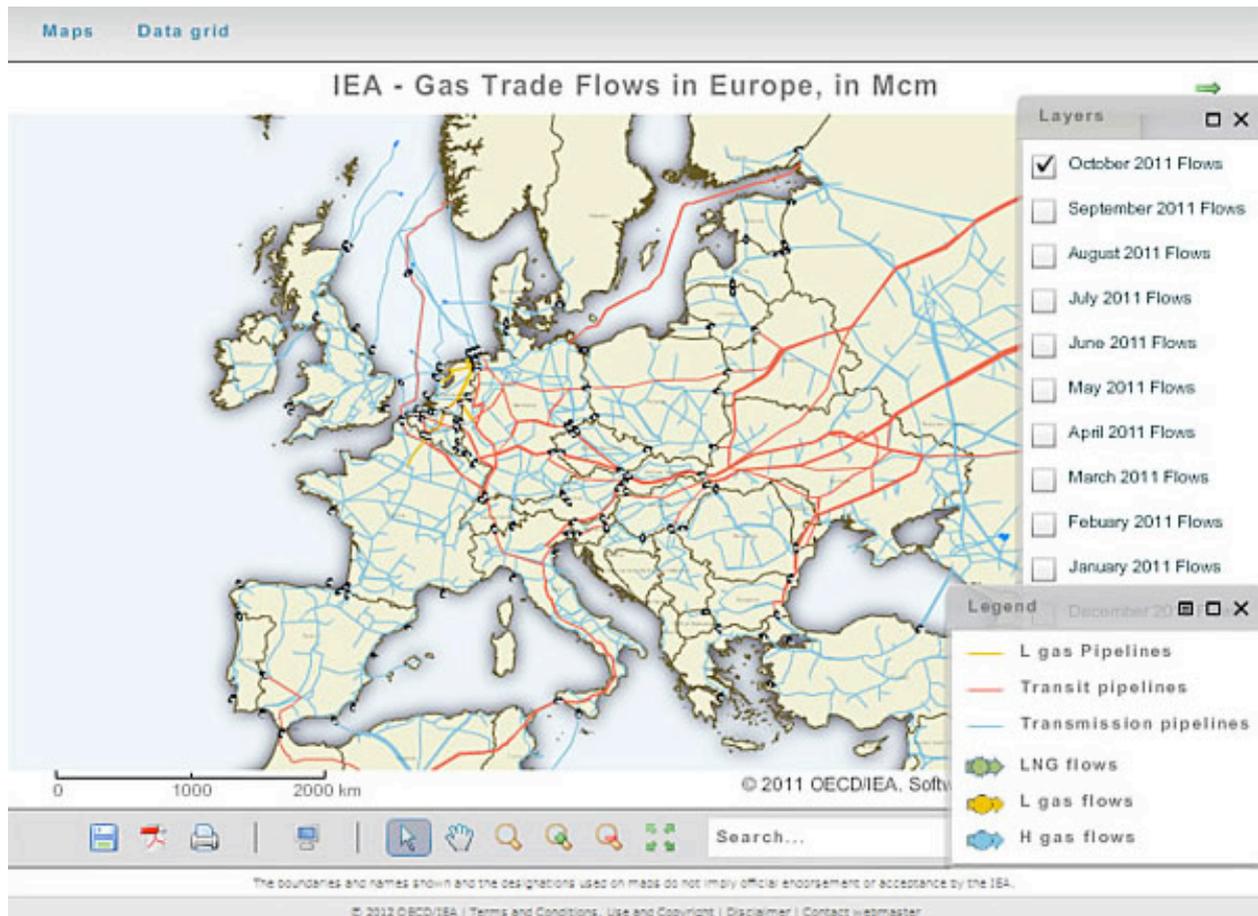


Le grand Monopoly du gaz - ARTE: Mardi, 10 janvier à 20:40

Qui détient les ressources mondiales en gaz, dont nous dépendons pour notre consommation ? Et qui nous approvisionnera à l'avenir ? À l'heure du débat sur le gaz de schiste, l'équipe du film a interrogé les acteurs clés du commerce international. L'approche géostratégique d'un univers opaque de pouvoir et d'intrigues, domine par une lutte implacable pour le monopole. Car si le gaz est l'énergie fossile la plus propre, son exploitation et sa commercialisation ne sont pas des plus transparentes...

L'Union européenne consomme de plus en plus de gaz et en produit de moins en moins. À qui achetons-nous le gaz dont nous avons besoin ? Et qui nous approvisionnera à l'avenir ? Pour tenter de faire le point sur ces questions, le journaliste Martin Leidenfrost a interrogé les acteurs-clés de la production et du commerce international.



Cliquez l'image pour accéder à la carte interactive du marché du gaz européen : <http://www.iea.org/gtf/index.asp>

De Bakou, en Azerbaïdjan, à Moscou et à la Sibérie en passant par Bruxelles, Istanbul et Baumgarten en Autriche, coeur du dispositif gazier européen, les réponses des dirigeants politiques et industriels, voire celles des employés des compagnies gazières, toujours très évasives, montrent à quel point les choix stratégiques sont dépendants des relations diplomatiques internationales.

À voir absolument à notre avis !!! [L'original d'article se trouve sur arte.tv](http://www.arte.tv)

<http://www.arte.tv/fr/Le-grand-Monopoly-du-gaz-/6283968.html>

ANNEX : Egalement intéressant dans ce context:

["Gazprom bientôt dans le stockage de gaz en France ?"](http://www.enerzine.com/12/9867+gazprom-bientot-dans-le-stockage-de-gaz-en-france+.html)

<http://www.enerzine.com/12/9867+gazprom-bientot-dans-le-stockage-de-gaz-en-france+.html>

Gazprom bientôt dans le stockage de gaz en France ?



Après s'être associé à des projets de stockage de gaz en Autriche et en Serbie, aux Pays-Bas et en Allemagne, le groupe russe Gazprom pourrait faire de même en France.

En effet, dans le cadre de son permis de recherche de stockage de gaz naturel en cavité saline de Salins des Landes, dans le Sud-Ouest de l'Hexagone, EDF envisage, si le projet est réalisé, de faire entrer son partenaire russe, a indiqué Bruno Lescoeur. Le directeur général adjoint en charge des activités internationales du groupe français s'exprimait le 11 juin lors de la seconde journée d'Enerpresse Forum, consacrée aux nouvelles formes de partenariats énergétiques UE-Russie. EDF a obtenu une autorisation de forage et devrait savoir d'ici à la fin 2010 s'il est possible techniquement de stocker du gaz sur le site, a précisé M. Lescoeur au Bip/Enerpresse en marge du colloque. Une entrée de Gazprom se traduirait par un partenariat assez équilibré par exemple de type 51 %/49 %, a-t-il précisé. Le site de stockage serait " de taille moyenne " (moins de 500 millions de mètres cubes) et nécessiterait un investissement compris entre 200 et 500 millions d'euros, a également indiqué M. Lescoeur. De même, **Total pourrait faire entrer Gazprom sur un nouveau permis d'exploration demandé en Bolivie**, a déclaré à la même occasion Yves-Louis Darricarrère, directeur général, Exploration et Production de Total. Simultanément, Christophe de Margerie, le p-dg du groupe, indiquait à l'agence Reuters avoir informé Vladimir Poutine du souhait du Qatar de participer aux côtés de Novatek,

avec lequel Total est associé, à des projets de liquéfaction de gaz dans la péninsule de Yamal. Les hydrocarbures resteront bien sûr la base du partenariat énergétique entre les groupes industriels russes et français. Mais, sur le plan politique, ce partenariat devrait englober bien d'autres sujets, telles que les préoccupations sur le climat ou l'efficacité énergétique. Sur ce dernier point, il n'est pas exclu que le partenariat attendu entre la France et la Russie soit annoncé lors du Forum de Saint-Pétersbourg qui se tiendra du 17 et 19 juin et dont la France sera l'invitée d'honneur, a laissé entendre Pierre-Franck Chevet, directeur général de l'Energie et du Climat au MEEDDM.

["Gazprom et EDF travaillent activement à une coopération dans la production d'électricité"](http://www.la Tribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/20110606trib000627023/gazprom-et-edf-travaillent-activement-a-une-cooperation-dans-la-production-d-electricite.html)

<http://www.la Tribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/20110606trib000627023/gazprom-et-edf-travaillent-activement-a-une-cooperation-dans-la-production-d-electricite.html>

ALEXEI MILLER, PRESIDENT DE GAZPROM

"Gazprom et EDF travaillent activement à une coopération dans la production d'électricité"

Source : La Tribune.fr - 06/06/2011 | 10:59 - 1532 mots |



Dans un entretien à La Tribune et d'autres médias européens, le président du groupe gazier russe Gazprom, Alexeï Miller, s'explique sur ses liens avec les grands groupes français et allemands. Il dévoile son approche du marché asiatique, notamment les contrats de Gazprom en Inde et en Chine. Le patron du géant russe fait le point sur les projets de gazoducs vers l'Europe (South Stream,

Nabucco). Et livre sa prévision sur l'évolution du prix du gaz.

Comment jugez-vous votre coopération avec des firmes françaises, comme Total, EDF ?

En Europe, c'est avec la France que nous avons la plus forte et la plus active coopération ces deux dernières années. Le partenariat avec les firmes françaises est le plus dynamique bien que nos liens les plus anciens sont ceux avec nos partenaires allemands et que l'Italie est le second importateur le plus important de gaz russe. Beaucoup des grands groupes français ont un avantage essentiel sur leurs homologues européens : ils se positionnent en tant qu'acteurs mondiaux alors que les autres se limitent à leur marché local, l'Europe. Or, petit à petit, se constituent des alliances mondiales. Et c'est avec de tels opérateurs mondiaux, sur la base de la collaboration antérieure réussie, que nous développerons des projets, procéderons à des échanges d'actifs et coopérerons dans des pays tiers. GDF Suez est ainsi déjà notre partenaire dans le projet de gazoduc Nord Stream.

Qu'en est-il de votre coopération avec EDF ?

Nous avons avec EDF des relations très étroites et des projets prometteurs à long terme auxquels nous travaillons activement. Cela concerne notamment la production d'électricité, un de nos objectifs, et des synergies supplémentaires entre nos groupes. EDF étant à la fois actif dans le secteur gazier et dans le nucléaire, nous envisageons des opérations d'échanges, car pour nous peu importe si l'électricité est produite par le nucléaire ou une centrale alimentée au gaz. Et si nous bénéficions d'une électricité à un tarif moins cher car produite grâce au nucléaire, nous pouvons de notre côté réduire nos prix du gaz dans nos contrats. Ces opportunités existent seulement car EDF et Gazprom sont impliqués à tous les stades de la filière et partageons ensemble les risques. EDF est aussi notre partenaire dans le gazoduc South Stream Plus généralement avec nos partenaires européens nous n'en sommes plus seulement à une simple relation de fournisseur à clients

Souhaitez-vous vous associer à EDF pour son projet de stockage souterrain de gaz dans les Landes ?

Le stockage souterrain de gaz en Europe doit être encouragé et développé. Les initiatives d'EDF dans le stockage nous intéressent, tout comme les importants projets de stockage élaborés en Autriche. Le stockage de gaz devrait représenter en Europe au moins 5 % de l'ensemble de notre fourniture de gaz à ce continent.

Vous avez rencontré il y a quelques jours les patrons du groupe allemand d'énergie E.ON et de sa filiale gazière, E.ON Ruhrgas. Il se dit que vous pourriez prendre une participation dans une de ces deux firmes, qu'en est-il ?

Nous ne sommes pas un investisseur financier mais stratégique. Donc nous pourrions examiner toute proposition d'acheter des parts d'E.ON ou de Ruhrgas s'il s'agit pour nous d'un investissement stratégique dégageant certaines synergies des activités.

L'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, qui préside actuellement le comité des actionnaires du gazoduc Nord Stream, pourrait-il être nommé au conseil d'administration de Gazprom lors de l'assemblée extraordinaire des actionnaires le 30 juin prochain, comme cela est évoqué ?

Je ne commente pas ces rumeurs. Comment vont évoluer les prix du gaz selon vous ?

Le prix de 500 dollars pour 1000 m³ de gaz au dernier trimestre de cette année est une prévision plutôt réaliste. En 2011, le prix moyen des contrats de long terme sera au moins de 100 dollars supérieurs au prix moyen en vigueur l'an dernier. Il faut avoir en tête le précédent de 2008 quand le prix du pétrole, auquel est lié celui du gaz, avait atteint 147 dollars le baril, c'était un bref pic. Aujourd'hui la situation est très différente : le prix est certes inférieur à ces 147 dollars le baril mais il demeure à un niveau très élevé pour un certain laps de temps.

Le début de la construction du gazoduc Nabucco, allant de la mer Caspienne à l'Europe centrale, vient d'être repoussé à 2013. A quel stade en est votre gazoduc concurrent le South Stream ?

Nous n'avons jamais considéré le gazoduc Nabucco comme un projet concurrent. Nabucco et South Stream ont des objectifs différents. South Stream vise la diversification des routes de transport du gaz alors que Nabucco veut diversifier les sources d'approvisionnement en gaz. Le retard de deux ans de Nabucco est lié à ces sources d'approvisionnement. De mon point de vue personnel le retard annoncé de deux ans pour Nabucco est très optimiste. En revanche South Stream est dans les temps prévus. Nous avons achevé toutes les études de faisabilité en offshore et celles pour le transit sur terre dans les différents pays. Ensuite nous finaliserons le tracé du pipeline, soient les points d'entrée et de sortie dans les pays respectifs. Une première estimation de l'investissement nécessaire pour la construction de ce gazoduc est de 15,5 milliards d'euros dont 10 milliards pour les conduites sous l'eau et 5,5 milliards pour le pipeline sur terre. Contrairement au projet Nabucco nous n'avons aucune difficulté de financement. Nous avons une garantie financière de 100 % et des contrats de long terme pour l'approvisionner.

Une fois entrés en service ce gazoduc South Stream et celui traversant la mer Baltique (Nord Stream), quelle importance auront les gazoducs fournissant actuellement du gaz à l'Europe de l'Ouest à travers l'Ukraine et la Pologne ?

Les capacités combinées de Nord Stream et South Stream ne supplanteront pas tout le volume de gaz transitant par l'Ukraine. Seules l'Allemagne, la Belgique, les Pays Bas, la France et le Royaume-Uni pourront être livrés en gaz via le Nord Stream, tous les autres clients continueront à recevoir leur gaz par l'ancien pipeline. Mais s'il devait y avoir quelques problèmes à l'avenir avec des pays de transit - Dieu nous en garde ! -, nous serions en position de réagir très rapidement et

d'optimiser les routes de livraison grâce à des tracés alternatifs.

Où en êtes-vous dans vos négociations avec CNPC (China National Petroleum Corporation) pour un contrat de 30 ans de livraison de 68 milliards de m³ de gaz par an à la Chine? Quel prix envisagez-vous ?

Nous le saurons quand ce sera signé... Nous avons réalisé un certain progrès avec nos collègues chinois. Si nous vendons du gaz de la Sibérie occidentale à la Chine comme nous le faisons pour l'Europe, la question est de savoir si nous devons faire payer le même prix aux Chinois comme aux Européens.

Votre filiale de gaz liquéfié, Gazprom Global LNG, vient de signer un protocole d'accord pour fournir, durant 25 ans, 10 milliards de m³ de GNL par an à l'Inde. Quelle est votre stratégie sur le marché indien ?

L'Inde est aujourd'hui un des plus importants marchés d'énergie dans le monde. Il y a plusieurs projets de gazoducs pour accéder aux clients indiens comme celui reliant l'Iran-le Pakistan et l'Inde [gazoduc IPI], le gazoduc TAPI [NDLR : devant relier le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde] ainsi que la fourniture de gaz provenant de Birmanie [projet de gazoduc MBI Myanmar/Birmanie-Bangladesh-Inde]. Ces projets de gazoducs sont complexes et dépendent de facteurs en dehors de notre compétence. Et donc pour livrer du gaz à l'Inde, il est clair que le gaz naturel liquéfié (GNL) est la solution préférable. En l'occurrence il s'agit seulement d'une forme de transport, le gaz étant acheminé par voie maritime sur des navires méthaniers. L'éloignement des sites d'extraction joue du coup de moins en moins un rôle important. Aussi grâce à des opérations d'échanges. Pour l'Inde nous pouvons fournir de grands volumes de GNL en échangeant du gaz livré sur d'autres marchés.

Le marché de l'énergie d'Asie est-il plus intéressant que celui

d'Europe ?

Le marché asiatique est assez nouveau pour nous. Pour le moment nous ne livrons que du gaz naturel liquéfié, soit à partir de l'île de Sakhaline, sur la base de contrats d'échanges, notamment pour la Corée du Sud et le Japon. Pour le marché asiatique plus généralement, en conséquence du tragique accident nucléaire de Fukushima, la concurrence pour avoir accès au GNL a augmenté et il y a une forte demande pour le gaz russe. Il y a une grande différence entre les dynamiques des marchés asiatique et européen. Le marché asiatique croît beaucoup plus vite que le marché européen. Il y a une concurrence entre pays consommateurs en Asie pour s'arroger des sources d'énergie. L'Union européenne est en revanche de fait un cartel de consommateurs C'est pourquoi le marché asiatique est plus favorable, n'étant pas un cartel de consommateurs. De plus les échelles sont différentes : des montants qui semblent énormes en Europe ne le sont pas en Asie...

Plusieurs de vos clients, notamment dans les pays baltes, se plaignent du prix trop élevé de votre gaz...

Que je rencontre un représentant d'un pays, balte ou autre, tout le monde me dit toujours qu'ils paient le prix le plus élevé. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un me disant qu'il payait le prix le moins cher. Le prix du gaz est un prix dérivant du prix du pétrole.

Pourriez-vous faire votre entrée en politique en Russie, à l'instar de Mikhaïl Prokhorov, l'ancien dirigeant de la compagnie minière Norilsk Nickel ?

Je viens de fêter mes dix ans à la tête de Gazprom. Et j'ai déjà été affublé des clichés selon lesquels je serai «le bras opérationnel du Kremlin » ou «le second ministre des affaires étrangères russe » ! L'Etat a prolongé mon contrat pour cinq autres années. Et je les consacrerai donc à continuer ce que j'ai commencé.

"Le rebond d'EDF passe par le gaz et les services"

<http://www.easybourse.com/bourse/international/news/917649/le-rebond-dedf-passe-par-le-gaz-et-les-services.html>

Le rebond d'EDF passe par le gaz et les services

Publié le 23 Mai 2011 Copyright © 2012 Reuters



PARIS (REUTERS) - EDF, PLOMBÉ EN BOURSE PAR LE CHOIX DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS DE LIMITER LA HAUSSE DES TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ, DOIT ÊTRE PLUS OFFENSIF DANS LE GAZ, LES SERVICES ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR RETROUVER LES FAVEURS DU MARCHÉ, ESTIMENT DES ANALYSTES.

-

par Benjamin Mallet

L'action EDF accuse la deuxième plus forte baisse du CAC 40 depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 avec un plongeon de 40%. Son grand rival GDF Suez a vu sa baisse limitée à 30% grâce à une plus grande diversification à l'international.

L'électricien public, centré de longue date sur le nucléaire, a fait savoir le 12 mai que son PDG Henri Proglio détaillerait sa stratégie lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tient mardi. Les objectifs chiffrés à moyen terme ne seront en revanche pas dévoilés avant fin juillet.

"La première direction, l'axe principal, serait une intégration verticale dans le gaz et les services", estime John Honoré, analyste à la Société générale.

EDF pourrait notamment se développer dans le gaz naturel liquéfié et son transport par bateau, prendre des parts dans des champs et éventuellement signer des contrats à long terme avec Gazprom.

"Le développement dans les services pourrait se faire en montant au capital de Veolia Environnement, via un apport de la participation dans Dalkia, pour améliorer la coordination entre les deux groupes", évoque John Honoré.

Parallèlement, EDF pourrait se concentrer sur les renouvelables après le rachat des minoritaires de sa filiale EDF Energies nouvelles.

D'autant, relève Per Lekander, chez UBS, qu'EDF va probablement maintenir sa stratégie dans le nucléaire à l'international mais que celle-ci "mettra beaucoup plus de temps" à se concrétiser.

LA PRÉOCCUPATION DU NUCLÉAIRE

La chute du titre EDF s'est aggravée en mars et le cours a frôlé ses plus bas historiques dans le sillage de la crise nucléaire japonaise, qui a marqué un coup d'arrêt pour le renouveau de l'atome civil à l'international et risque d'entraîner une hausse des investissements dans le parc français.

Sur ce point, Henri Proglio devrait mettre en avant les progrès en matière de taux d'utilisation du parc français et faire valoir que les centrales nucléaires du groupe sont extrêmement sûres.

"Il va vouloir être très rassurant sur ce sujet, qui est une grosse préoccupation pour les investisseurs", commente Benjamin Leyre, analyste chez Exane BNP Paribas.

"Le problème sur EDF est principalement d'ordre politique. La difficulté pour les investisseurs, c'est de ne pas avoir de visibilité sur l'évolution des tarifs, ce qui encore plus vrai à l'approche des élections", note cependant Vincent Ayrat, chez Unicredit.

Selon un autre analyste, basé à Paris, "Proglio n'a malheureusement pas toutes les marges de manoeuvre, ce n'est pas lui qui prend les décisions qui vont faire plaisir ou non aux investisseurs".

Pour John Honoré, "Proglio a stabilisé le cadre en France : l'outil nucléaire redémarre vraiment après un gros travail sur l'efficacité (...) et il n'y a plus de grèves. Mais ça ne suffit pas et le marché se demande quelle stratégie et quelle impulsion il va donner au groupe".

La décision du gouvernement de fixer le prix de gros de l'électricité à un niveau correspondant aux demandes d'EDF, dont il détient 84,5% du capital, a entraîné ces dernières semaines un début de rebond de l'action, qui accuse encore une baisse de près de 8% depuis le début de l'année.

Pour accélérer cette dynamique en Bourse, Henri Proglio va aussi devoir donner à EDF un nouvel élan à l'international après la remise à plat de la stratégie aux Etats-Unis et la sortie d'Allemagne.

"EN TRANSITION"

Il devra en particulier mener à bien des opérations politiquement délicates comme la prise de contrôle de l'italien Edison, une opération clé pour la stratégie gazière d'EDF.

Des analystes jugent en outre qu'EDF pourrait procéder à des acquisitions de taille moyenne mais que des opérations de grand envergure ne seraient pas forcément bien accueillies étant donné que l'expansion de la société aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, juste avant le début de la crise, s'est faite au prix fort.

"Le rachat des 25% d'Energias de Portugal qui seraient mis en vente par l'Etat portugais aurait un sens profond et ouvrirait la péninsule ibérique. Une opération

en Pologne pourrait par ailleurs donner un meilleur accès aux clients allemands et ouvrir la porte de l'Europe de l'Est", estime John Honoré, qui évoque des opérations "de 2 à 3 milliards d'euros".

Pour Vincent Ayrat, EDF est aujourd'hui "en transition".

"Je pense que c'est une très belle société avec beaucoup de potentiel en termes de valeur sur le long terme", dit-il. "Cependant, définir un plan stratégique qui permette un 're-rating' rapide de l'action est certainement un challenge pour le management."

Avec la contribution de Marie Maitre, édité par Dominique Rodriguez

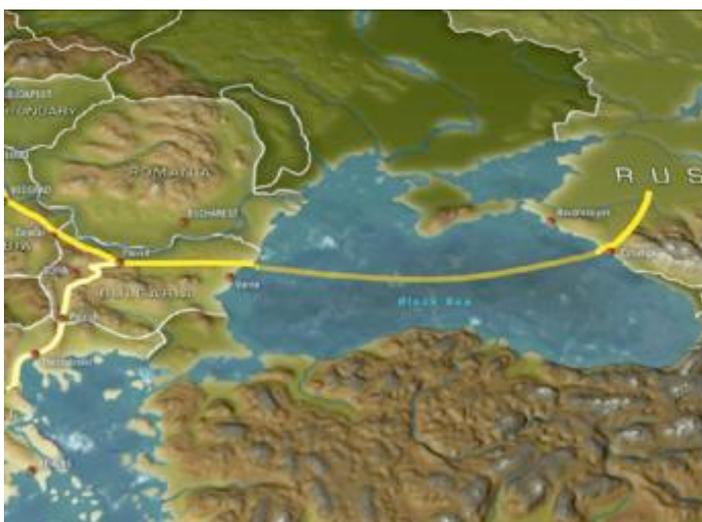
["Le gazoduc Nord Stream"](#)

<http://www.rfi.fr/europe/20111109-gazoduc-nordstream-infographie-gaz-energie-allemande-russie-0>

["Le gazoduc South Stream accentue la guerre des gazoducs en Europe"](#)

<http://www.rfi.fr/europe/20110916-le-gazoduc-south-stream-accentue-guerre-gazoducs-europe>

Le gazoduc South Stream accentue la guerre des gazoducs en Europe



EDF, Eni et Wintershall ont signé avec Gazprom un pacte d'actionnaires leur accordant 50% dans le consortium chargé de la section sous-marine du gazoduc South Stream.
South Stream

Par **Altin Lazaj**

L'accord sur le gazoduc South Stream, dont EDF est partenaire, est signé ce 16 septembre 2011 à Sotchi, ville russe située sur les bords de la mer Noire. Long de 3 600 km, ce gazoduc va alimenter en gaz russe l'Europe occidentale via la mer Noire et les Balkans, dès 2015. Sa capacité est de 47 milliards mètre cube par an. Tout comme le Nord Stream passant par la mer Baltique et inauguré début septembre 2011, ce nouveau projet doit permettre à la Russie de contourner l'Ukraine.

Le ton monte de nouveau entre la Russie et l'Ukraine, principal pays de transit du gaz russe vers l'Union européenne. Les conflits sur le prix du gaz russe payé par les Ukrainiens ont, par le passé, entraîné plusieurs blocages de l'approvisionnement européen. Ces deux gazoducs, le South Stream et le North Stream, permettront de transporter vers l'Europe presque la même quantité que celle qui transite actuellement par l'Ukraine, soit environ 100 milliard de mètre cube par an.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui 16 septembre 2011, l'Ukraine vient de proposer que South Stream passe par son territoire. Kiev avance l'argument selon lequel le coût de construction du gazoduc serait alors cinq fois moins élevé. Proposition rejeté immédiatement par le géant russe Gazprom.

Mais South Stream est loin d'être concrétisé car les contrats à long terme pour rentabiliser ce gazoduc ne sont pas signés. « *Signer un accord d'intention, ça n'engage à rien. Car le financement de ce projet n'est pas*

encore sur la table, aussi bien du côté du producteur que du côté de l'acheteur. On parle aussi de l'arrivée en Europe du gaz de schiste nord-américain à un coût très intéressant. C'est la raison pour laquelle les grands acheteurs ne sont pas pressés de se lancer dans de grands contrats », estime Jean-Marie Chevalier, professeur au Centre de géopolitique de l'énergie à l'université Paris Dauphine.

L'UE négocie un accès au gaz de la mer Caspienne

South Stream est aussi censé concurrencer le projet européen Nabucco. Ce dernier doit livrer le gaz de la mer Caspienne à l'Europe occidentale en passant par la Turquie tout en évitant la Russie. Les riches gisements d'Azerbaïdjan et du Turkménistan doivent alimenter ce gazoduc. Cette semaine, la Commission européenne a donné son feu vert à l'ouverture de négociations avec les deux pays riverains de la mer Caspienne. Ce qui a mécontenté la Russie. Pour elle, Nabucco est une « ingérence » susceptible de compliquer « la situation dans cette région stratégique ». Mais la vérité est ailleurs. La Russie s'inquiète car tout nouveau concurrent potentiel lui pose problème. « *Aujourd'hui, l'Union européenne est son principal marché d'exportation en matière de gaz. 140 milliards de mètres cube sont transportés chaque année. Donc les Russes sont extrêmement dépendants, en terme de devises, de ce marché* », souligne Catherine Locatelli, chargé de recherches au CNRS et spécialiste du gaz et du pétrole russe. De son côté, l'UE, avec Nabucco, vise à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie qui fournit 40% de ses besoins. D'autres projets de gazoducs sont soutenus par la Commission européenne dans le cadre du Corridor Sud : l'Interconnector Turquie-Grèce-Italie (ITGI), le Trans Adriatic Pipeline (TAP) et le White Stream, entre l'Azerbaïdjan et l'Europe. Tous ces gazoducs sont destinés à diversifier l'approvisionnement énergétique de l'Europe

occidentale. **Gazprom à la conquête du marché de l'est** Gazprom a annoncé hier 15 septembre avoir entamé les négociations avec la Corée du Nord et la Corée du Sud sur la construction d'un tuyau destiné à transporter du gaz russe vers la péninsule coréenne. Le gazoduc devrait faire 1 700 km de long et aura une capacité allant jusqu'à 10 milliards de mètres cube par an.

Tandis que la semaine dernière a été inauguré le premier tronçon du gazoduc Sakhaline-Khabarovsk-Vladivostok, première étape d'un vaste plan pour exporter du gaz dans la région Asie-Pacifique. D'une longueur de 1 800 km, il doit permettre de transporter, dans un premier temps, six milliards de mètres cube de gaz par an et, à terme, quelque 30 milliards de mètres cube.

["EDF prendrait 20% du gazoduc South Stream"](http://www.lefigaro.fr/societes/2010/04/26/04015-20100426ARTFIG00606-edf-prendrait-20-du-gazoduc-south-stream-.php)

<http://www.lefigaro.fr/societes/2010/04/26/04015-20100426ARTFIG00606-edf-prendrait-20-du-gazoduc-south-stream-.php>

EDF prendrait 20% du gazoduc South Stream

Mis à jour le 26/04/2010 à 21:07 | publié le 26/04/2010 à 21:06

D'après le Premier ministre russe Vladimir Poutine, le groupe français aurait accepté de prendre cette participation qui sera validée en juin. EDF n'a pas encore confirmé l'information.

Vladimir Poutine est catégorique. Le Premier ministre russe a affirmé ce lundi qu'EDF avait accepté de prendre 20% dans le gazoduc russo-italien South Stream. «EDF a accepté et exprimé le désir d'obtenir 20%. L'accord sera signé à Saint-Pétersbourg en juin cette année», a ajouté Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse avec le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi à Lesmo, près de Milan.

EDF n'a pas encore confirmé qu'il prendrait cette participation dans le projet. «**Conformément à l'accord signé en novembre 2009**, EDF est en discussions avec Gazprom pour une prise de participation dans le projet de construction de la section sous-marine du gazoduc South Stream», a simplement dit à Reuters une porte-parole du groupe français.

L'italien Eni et le géant gazier russe, partenaires dans le projet, avaient indiqué en fin d'année qu'ils accorderaient une participation à EDF. Selon Vladimir Poutine, le principal marché d'écoulement du gaz de South Stream sera l'Italie du Nord. «Actuellement il n'y a pas de retard, la question suit son cours. Tout se déroule selon les plans».

«Stabilité»

Le gazoduc South Stream doit, à partir de 2015, acheminer du gaz russe depuis Novossibirsk (Sibérie) vers l'Italie et la Grèce sous la Mer Noire, en évitant ainsi l'Ukraine. Le contentieux russo-ukrainien est à l'origine de coupures d'approvisionnement de l'Europe, survenues ces dernières années.

South Stream «augmentera la stabilité et la sécurité énergétiques en Europe», a estimé le Premier ministre russe, en faisant allusion à la situation politique en Ukraine. «Vous voyez vous-mêmes ce qui se passe en Ukraine. Certains représentants de l'opposition ont déjà annoncé que s'ils arrivaient au pouvoir, ils détruiraient les accords de transit du gaz. C'est pourquoi il ne convient pas de faire traîner d'importants projets d'infrastructures accroissant la sécurité énergétique de l'Europe», a-t-il affirmé.

Le coût de South Stream est estimé entre 19 et 24 milliards d'euros. Le gazoduc, long de 3.600 km, livrera 63 milliards de m³ de gaz par an, soit 35% des exportations de gaz russe vers l'Europe dont les besoins en gaz sont aujourd'hui couverts à 42% par des importations de Russie.

"Les routes du gaz"

<http://www.arte.tv/fr/Les-routes-du-gaz/6308606.html>